

La France au rendez-vous des défis énergétiques

Les candidats aux élections présidentielles, déclarés ou supposés, égrènent leur programme énergétique.

A droite, SARKOZY se trouve, soudain, « climato sceptique » confirmant ainsi l'opportunisme le plus électoraliste et disant ce qu'il y a à savoir de ses promesses électorales pour l'avenir du nucléaire; l'autre, JUPPE, droit dans ses bottes, annonce la fin de l'état actionnaire donc la poursuite du démembrement industriel et l'affaiblissement aggravé du service public avec la fin des tarifs réglementés de vente et de la péréquation tarifaire ; un autre encore, MACRON, est en « marche » pour découper les entreprises à des fins de privatisation, l'état devant assumer, à lui seul, le démantèlement futur du parc, autrement dit socialiser les pertes et privatiser les profits.

A gauche, pour les uns, les sociaux libéraux, une transition énergétique sans véritable moyens ; et étrangement fondée sur des fermetures de centrales électriques (pour commencer celle de Fessenheim à la suite des thermiques) alors que l'objectif de réduire les rejets de gaz à effet de serre nécessite de remplacer une part des combustibles fossiles (charbon, gaz et pétrole) par de l'électricité décarbonée (nucléaire et renouvelable) et que la consommation mondiale d'énergie va progresser de moitié. D'autres enfin, ce qui reste des candidats de l'écologie politique, envisagent toujours la grande révolution écologique par un changement radical et spontané des modes de vie et de consommation des citoyens. Et ce malgré les bilans sombres toutes décevants des Grenelles de l'environnement et autres projets de transition énergétique. Une logique reprise par le candidat MELENCHON.

Tous ces candidats s'inscrivent dans la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz et ne remettent pas en cause les directives européennes. L'énergie est un besoin vital pour l'humanité et doit être droit pour tout être humain. Nul ne devrait en être privé. Il y a donc incompatibilité entre accès à l'énergie pour tous et marchandisation de l'énergie.

De plus en Allemagne, par-delà le cavalier seul de ses dirigeants quant à l'abandon du nucléaire, paradoxal pour l'économie de tête en Europe, la transition en question n'a pas vraiment eu lieu ! Et malgré le sympathique engagement des autoproducteurs d'électricité et l'effort réel des consommateurs qui ont payé l'Energiewende au prix fort, c'est le charbon et le lignite allemand, le gaz russe et le charbon nord-américain qui ont, au final, maintenu voire aggravé l'empreinte carbone de nos amis d'outre-Rhin. Sans compter les surcapacités temporaires et les déficiences chroniques dues aux moyens de production d'électricité intermittente (éolienne et photovoltaïque) qui tendent les réseaux et font craindre des blackouts. Constatons néanmoins, malgré ce demi-échec qui contredit, comme le « dieselgate VW », la réputation d'efficacité germanique que le verdissement chaotique de ses politiques fait toujours des émules en France. C'est donc le retour du socialisme utopique, « du passé *énergétique* faisons table rase ». Aussi, un candidat précédemment soucieux de demander son avis au peuple par voie de referendum, a finalement décidé, seul

et sans doute au nom du dit peuple, du devenir de la filière nucléaire : et justement, selon lui, elle n'en n'a plus.

Mais pourtant, quels sont les besoins immédiats des peuples et des nations ? L'accès à l'énergie pour tous, à des tarifs abordables, car son manque pour la cuisson, le chauffage, la conservation, tue par millions des êtres humains. Une action résolue contre la précarité énergétique (endémique pour une grande partie de la population mondiale) qui réapparaît massivement dans les pays développés. Une diminution importante de la consommation d'énergies fossiles qui, non seulement réchauffe l'atmosphère et dérègle le climat, mais aussi tue, par pollution aérienne, sept millions de personnes chaque année. L'instauration de relations commerciales équilibrées et durables, facteur de réduction des tensions internationales et de valorisation des ressources naturelles. La garantie de la sûreté et de la sécurité des installations de production et de transports. Enfin la contribution à une économie de la coopération entre consommateurs et producteurs, collaboration où les consommateurs et usagers, leurs associations et collectivités auront les moyens effectifs de maîtriser la consommation, d'en améliorer l'efficacité.

Evidemment dans le domaine de l'énergie, mondialisé de longue date, les enjeux sont immédiatement planétaires. D'une part, une part croissante de l'énergie utilisée par l'humanité devra provenir de ressources renouvelables, et les ressources non-renouvelables et rares devront être économisées. D'autre part, des efforts considérables sont à faire pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans les transports et dans l'habitat (par exemple, en France, ces deux secteurs représentent environ 60% de l'énergie finale consommée). Comme le pétrole et l'électricité ont façonné la deuxième phase du capitalisme industriel et inspiré une expérience socialiste (« les soviets et l'électricité »), l'énergie du futur laisse entrevoir d'immenses possibilités de développement durable et maîtrisé par les intéressés.

Ayons l'ambition que dans les entreprises, les centres de recherche, le service public, les ingénieurs, techniciens et ouvriers des industries énergétiques françaises relèvent les défis. Malgré les défauts d'investissements, les dégâts d'une concurrence imposée, le rabetage de leurs statuts et conventions, les errements et discordes à l'international, leurs savoir-faire, tant dans le nucléaire que dans les renouvelables, tous deux non émetteurs de CO₂, sont reconnus.

La privatisation des barrages ou réseaux, l'abandon de la filière électronucléaire, les renouvelables condamnées à l'éparpillement et à l'artisanat, sont le résultat de la financiarisation exacerbée du capitalisme actuel dit « néo-libéralisme ». Cela peut donner l'impression que les dirigeants français politiques et industriels « détestent leurs industries » ... alors que, simplement, leur objectif principal est la rentabilité financière maximale pour les actionnaires.

On nous dira que la finance n'est plus intéressée aux grands investissements industriels ou de réseaux, rentables sur le long terme, mais qui nécessitent d'importantes immobilisations et une vision publique et même une maîtrise à cette échelle. Raison de plus pour que, avec l'intervention des consommateurs, usagers et citoyens, avec la société civile, l'action de l'état, des collectivités locales comme des ministères et des banques publiques, soit réorientée radicalement pour prendre le relais.

Le pôle public de l'énergie à l'échelon national comme continental, voire mondial, a son ardente nécessité.

Fruit des luttes sociales et syndicales, le budget 2017 provisionne une petite partie des capitaux nécessaires à relancer la filière énergétique. Mais il faut d'urgence retrouver les 40 milliards d'euros du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) disparus, ces aides au patronat qui n'ont servi ni à la création d'emplois, ni à la relance de l'investissement. En plus, avec les soixante milliards d'exil fiscal il y a là des fonds à mobiliser afin que l'industrie française retrouve sa place pour contribuer à un monde plus sûr et plus propre où chacun puisse s'éclairer, se chauffer, se connecter. Il faudra bien aussi qu'on récupère les 1000 milliards donnés par la BCE aux marchés financiers car justement l'Europe pour sa modernisation énergétique a besoin de la même somme. Ceux qui s'extasient devant les 600 milliards que va coûter l'incertaine transition énergétique allemande, mais qui n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la prétendue faillite d'EDF et d'AREVA et décrier les fonds (pourtant insuffisants) consacrés à la recherche et au développement tant du nucléaire que des renouvelables (notamment pour le stockage de l'électricité, indispensable pour les moyens de production intermittents, et pour les réacteurs de 4^{ème} génération), devraient mettre de l'ordre dans leur pensée et revendiquer avec nous un grand plan d'épargne et d'investissements pour asseoir cet avantage français. Conforter le million d'emplois dans le secteur de l'énergie, en créer des centaines de milliers d'autres dans le renouvelable qui a besoin de franchir un vrai cap industriel, mais aussi dans la maîtrise et l'émergence des structures à énergie positive, le pays a les moyens et les talents pour développer un véritable mix énergétique valorisant tous les potentiels.

N'en déplaise aux tartuffes, une centaine de centrales nucléaires se construisent aujourd'hui dans le monde. Pour l'instant, l'équipe de France de l'industrie nucléaire, divisée et obsédée par la rentabilité financière, s'est laissée distancée sur ce terrain par les entreprises russes, chinoises, sud-coréennes, sans oublier les américaines. La France avec son savoir-faire mondialement reconnu en matière de sécurité et de sûreté des réacteurs pourrait jouer un rôle encore plus grand pour orienter pacifiquement cette évolution, garantir les installations. L'ASN (autorité de sûreté française) et WENRA (sigle anglais pour association mondiale des autorités de sûreté nucléaires) pourraient ainsi faire avancer des normes mondiales de sûreté.

L'Europe doit donc s'interroger plus sérieusement sur son devenir énergétique. Soleil, vent sont par définition intermittents et nécessitent d'être adossés à d'autres productions

d'énergie. Sans le nucléaire, ces autres sources seront surtout les dominantes, le pétrole, le gaz ou le charbon, c'est d'ailleurs ce qui se produit en Allemagne. Une Europe intermittente et plus dépendante pèsera toujours moins dans le concert des nations. C'est vrai pour la France et cela devrait être une préoccupation majeure du futur Président de la république, et de sa majorité. Pour réorienter démocratiquement l'Europe sur le chemin d'une croissance durable et le monde vers la dé-carbonation de l'énergie, que pourra faire une France sans industrie, une France sans son fleuron nucléaire, une France plus dépendante et affaiblie économiquement ?

Espérons que celles et ceux qui brigueront l'investiture des français, a fortiori s'ils veulent donner une perspective crédible à l'intervention citoyenne et populaire, retrouvent une « certaine idée de la France » et élèvent son ambition dans l'énergie, ce bien commun de l'humanité, que nos potentiels et compétences peuvent contribuer décisivement à développer en améliorant la préservation de l'environnement.

Signataires :

BASSET Jean-Pierre - BELLAL Amar - CAUVIN Jean-Claude – COHEN Denis - DURAND Denis - FARGIER Jean-Luc - FOULQUIER Luc - GAMA Jean-Michel - GONCALVES Valérie - LE-LANN Eric - PEREYRON Gilles - STARASELSKI Valère - VALETTE Didier – Serge VIDAL - ZANOLIN Ludovic